



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

CHS-CT DU 29 SEPTEMBRE 2016
DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

F.O.- DGFIP dans toutes les instances représentatives, n'a de cesse de vous alerter très régulièrement sur la dégradation constante de l'emploi, des conditions d'exercice des missions et celles des conditions de vie au travail des agents.

Alors que le projet de loi de finances sera bientôt en débat, l'« exemplarité de Bercy » ne peut pas se résumer à n'être prioritaire qu'en tant que numéro un des contributeurs aux suppressions d'emplois de fonctionnaires.

La rigueur budgétaire, qui voudrait se masquer derrière l'affichage des progrès des technologies de l'information et de la communication pour justifier les diminutions de moyens en particulier humains, est dévastatrice à la fois pour les missions et les conditions de travail des agents.

Cette dégradation des conditions de travail s'illustre notamment par la progression des situations de souffrance au travail, d'épuisement, voire de Burn Out et pour **FO**, ces phénomènes sont à mettre en relation avec la pénurie d'emplois, les restructurations et réformes incessantes ainsi que les objectifs de rentabilité.

Quelques chiffres 2015 rappellent la triste réalité de cet état des lieux :

- 3102 situations de souffrances exprimées par les agents,
- 188 situations de harcèlement moral,
- 180 états d'épuisement professionnel déclarés,
- 37 syndromes psycho-traumatiques.

Pour **F.O.-DGFIP** la seule véritable alternative pour sortir de cette impasse est bien l'arrêt de toute suppression d'emploi au sein de notre administration, ainsi que la mise en place d'un moratoire en ce qui concerne les restructurations.

L'ordre du jour de cette séance plénière aujourd'hui rappelle à nouveau le durcissement des conditions de travail des agents de la DGFIP en cette période de crise se retrouvant bien souvent en première ligne face à nos concitoyens pour certains en situation très difficile voire de précarité.

Ce contexte social n'excuse en rien certains comportements pouvant aller jusqu'à des agressions physiques ou verbales et **F.O.- DGFIP** souligne à ce titre l'importance du dispositif des fiches de signalement et de leur diffusion périodique en CHS-CT.

FO précise que cette diffusion à posteriori ne dédouane pas l'administration de ses responsabilités et l'oblige à communiquer sur les suites données et les mesures mises en œuvre.

Nous reviendrons en réunion sur les autres points à l'ordre du jour, et dans le prolongement des précédentes séances plénières du CHS-CT29, nous aurions souhaité également Madame la Présidente avoir un point d'information sur l'avancement du dossier de sécurisation des locaux du Centre des Finances de Brest et sur les mesures envisagées quant à la protection des abords du Centre des Finances de Quimper TY NAY.

En ce qui concerne l'actualisation du calendrier des visites périodiques effectuées par la délégation du CHS-CT29, nous vous rappelons à nouveau Madame la Présidente, la demande des agents de Brest CHU qui souhaiteraient pouvoir bénéficier d'une nouvelle programmation de date pour la visite de leurs locaux, après l'annulation de celles prévues initialement le 23 mai puis le 2 juin 2016.